

«Le Québec doit avoir les moyens de ses ambitions»



Benoit Charette, député de Deux-Montagnes, Carole Poirier, députée de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve et Maka Kotto, député de Bourget rencontraient L'Entraide et le Carrefour d'Intercultures de Laval afin de mieux comprendre la...

Publié le 7 Février 2011

Camille Gaïor 

L'intégration des nouveaux arrivants est un enjeu majeur, selon les trois députés péquistes, Maka Kotto, Carole Poirier et Benoit Charette, qui rencontraient deux organismes communautaires de la région, en marge du caucus national du Parti Québécois, le 25 janvier dernier.

Durant près d'une heure et demie, L'Entraide et le Carrefour d'Intercultures de Laval (CIL) ont présenté leur quotidien aux élus. «Nous en avons également profité pour adresser certains enjeux, comme l'accessibilité de la santé et des services sociaux», indique Denis Arvanitakis, directeur général du CIL, qui accueille près de 1500 immigrants et réfugiés par année. Pour sa part, L'Entraide fait face à une grande demande de cours de francisation, sur les territoires de Pont-Viau et Laval-des-Rapides. «Les gens qui arrivent proviennent de pays divers et il y a de grosses lacunes en éducation. Plus que de la francisation, il faut faire de l'alphabétisation, dans certains cas», rapporte Patrick Forget, agent de développement.

«Une intégration à deux vitesses»

Pour Carole Poirier, députée de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve et porte-parole de l'opposition officielle en matière de Famille, ces réunions ont confirmé l'existence d'une «intégration à deux vitesses».

«Il y a un décalage entre l'intégration des parents et des enfants. L'Entraide a développé une solution intéressante d'halte-garderie pour que les parents apprennent le français», note-t-elle, évoquant que certains parents ne peuvent se dégager de leurs responsabilités pour suivre des cours ou chercher un emploi.



Selon Maka Kotto, député de Bourget et porte-parole de l'opposition officielle en matière de communautés culturelles, «le Québec doit avoir les moyens de ses ambitions en termes d'intégration et d'immigration». Un avis que partage Benoit Charette, député de Deux-Montagnes et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'immigration. «Le gouvernement ne s'est pas donné les moyens. Comme société, il faut faire une réflexion globale sur l'immigration».

Haïti et le programme spécial de parrainage

Selon les députés, ce manque de moyens et de résultats s'est illustré récemment avec le programme spécial de parrainage, mis en place par le gouvernement, à la suite du tremblement de terre en Haïti.

«Après les événements, le gouvernement avait annoncé que 3000 sinistrés seraient accueillis. Aujourd'hui et selon la ministre, c'est environ 400 personnes qui en ont bénéficié», rappelle M. Charette. Une situation qui s'est reflétée au CIL, puisque sur 300 demandes, environ 40 personnes ont finalement été accueillies.

«Plus que des enjeux politiques, c'est un enjeu humain. On donne de l'espoir aux gens et on les laisse tomber», regrette Carole Poirier.

Ces rencontres, qui s'inscrivaient dans le cadre de la préparation d'une consultation à l'Assemblée nationale au printemps, ont permis aux élus d'évaluer la réalité du système d'intégration actuel. «Pour la consultation, nous aurons des rapports et des données chiffrées, mais nous souhaitons avoir une lecture terrain de ces enjeux», conclut-elle.